

ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2022/281T

ARRETE DE POLICE EN VUE DE LA REALISATION DE TRAVAUX

Installation d'une base de vie – Avenue des Ursulines, à Poissy

Du mercredi 6 avril au vendredi 9 décembre 2022

Le Maire,

Vu la demande en date du 15 mars 2022, par laquelle la Société SPIE BATIGNOLLES sollicite l'autorisation d'installer une base de vie sur le domaine public, afin d'effectuer des travaux de reconstruction du mur de la maison d'arrêt, avenue des Ursulines, à Poissy, du mercredi 6 avril au vendredi 9 décembre 2022,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24, et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants, R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2, L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L.511-1

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 610-5 et R. 131-41,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, dans diverses voies de Poissy,

Vu l'arrêté n° 2020/391P du 23 mai 2020 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que la Société SPIE BATIGNOLLES effectuera des travaux de reconstruction du mur de la maison d'arrêt, avenue des Ursulines, à Poissy, du mercredi 6 avril au vendredi 9 décembre 2022,

Considérant que dans ce cadre la Société SPIE BATIGNOLLES sollicite l'autorisation d'installer une base vie à proximité de ses travaux,

Considérant que la Société SPIE BATIGNOLLES utilisera un véhicule de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant la nécessité d'autoriser l'occupation du domaine public, et de réglementer la circulation,

ARRÊTE :

Article 1 :

Du mercredi 6 avril au vendredi 9 décembre 2022, la Société SPIE BATIGNOLLES est autorisée à installer une base de vie, de 1 196 m², avenue des Ursulines entre la rue des Prêcheurs et la rue de la Tournelle, à Poissy afin d'effectuer des travaux de reconstruction du mur de la maison d'arrêt.

Article 2 :

Le bénéficiaire devra verser à la première réquisition dans la caisse du trésorier principal de Poissy la redevance d'un montant total de soixante seize mille cinq cent quarante-quatre euros.

Tarifs	Nombre de jours occupés	Nombre de semaines occupées	M ² occupés	Total
8 € par m ² et par mois (base vie)	8 mois		1 196 m ²	76 544€
Montant total de la redevance				76 544 €

Article 3 :

Du mercredi 6 avril au vendredi 9 décembre 2022, la Société SPI BATIGNOLLES sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, en dérogation de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 4 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 16 mars 2022



Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER

Le Deuxième Adjoint,
délégué aux espaces publics,
à la propreté urbaine et à la commande publique